



L'administration pénitentiaire rouvre les QHS !

Au SPIP d'Ille-et-Vilaine, le cadeau de Noël est amer... L'équipe du milieu fermé de Rennes-Vezin a appris, au début de l'année, qu'un nouveau quartier ouvrait au CPH : une Unité pour Détenus Violents (UDV). La direction du SPIP demandait à ce que deux travailleurs sociaux se positionnent pour en devenir les « référents », sans plus ample information de ce qu'ils étaient censés y faire. A l'heure actuelle – nous allons dire bien sûr... – aucun collègue ne s'est déclaré candidat. Mais candidat à quoi ?

Pourquoi une UDV ? La création de ce type d'unité ultra-sécurisée résulte directement du protocole signé par l'UFAP seule, à la suite du mouvement social des surveillants de janvier 2018. Grâce à l'UFAP, on rouvre les QHS ! Merci l'UFAP ! Cette organisation, qui s'enorgueillit de faire tant pour les SPIP, s'est tout de même bien gardée de savoir quels sont exactement les métiers des SPIP, et singulièrement des CPIP. A la lecture de la doctrine d'emploi de la DAP de novembre 2018, il apparaît en effet que les CPIP ne sont utilisés QUE – et EXCLUSIVEMENT – pour des questions de gestion de détention. L'évaluation pluridisciplinaire initiale n'a pour vocation unique que de déterminer le risque d'un nouveau passage à l'acte violent en détention, de comprendre les raisons de la violence en détention dans l'établissement d'origine, d'apprécier « *la nature du parcours incidentiel* » en détention, etc., etc.

Pour ce faire, les CPIP devront remplir des outils « *spécifiquement élaborés nécessitant la tenue d'entretien plus poussés* », et seront spécialisés « *sur la question de la lutte contre les violences en détention*. » Bref... Il y a 71 000 détenus pour 55 000 places ; les établissements pénitentiaires craquent de partout ; les conditions de travail en détention s'en trouvent fortement dégradées ; les violences des personnes, de l'institution, dans la relation, sont exacerbées – mais voilà, miracle ! Le SPIP va aider à calmer tout ça !

Ah oui, sinon, au passage – quand même : « *le suivi ou non [sic...] par ces mêmes personnels de ces détenus sur le plan de l'insertion et de la probation dépend de l'organisation locale du SPIP considéré.* » Pacifiez d'abord la détention, pour votre travail quotidien et vos missions – « *ou non* », d'ailleurs – vous verrez plus tard !

Le tout sur fond de paranoïa archisécuritaire dans l'air du temps, de passe-menottes, d'équipes d'intervention casquées, de bureaux d'entretien fermés, d'isolement, de cour de promenade spécifique – cela s'appelle un QUARTIER DE HAUTE SECURITE ! Considéré comme du traitement inhumain et qui broie les individus, Badinter les avait fermés en 1982. Grâce à l'UFAP, la DAP les rouvre 36 ans plus tard.

NOUS RAPPELERONS DONC QUE LES MISSIONS DES SPIP SONT CENTRÉES, EN DÉTENTION, SUR LA PRÉPARATION À LA SORTIE, LE MAINTIEN DES LIENS FAMILIAUX, LES ACTIVITÉS CULTURELLES, LA LUTTE CONTRE LES EFFETS DÉSOCIALISANTS LIÉS À L'INCARCÉRATION, BREF À LA MISSION DE RÉINSERTION SOCIALE DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE !

PREVENIR LA RÉCIDIVE, C'EST FAVORISER LA RÉINSERTION DU PUBLIC DÉTENU. COMMENT PENSER NOTRE PLACE DANS UN Q.H.S. ? QUID DU SPIP VERSÉ SUR LA GESTION DE LA DÉTENTION ? QUANT À LA FAMEUSE AUTONOMIE DES SPIP, PRONÉE CONSTAMMENT PAR LA HIERARCHIE, ELLE SAIT VISIBLEMENT SE PLIER AUX PRIORITÉS INSTITUTIONNELLES ! OR LES Q.H.S. NE SONT PAS LA PRIORITÉ DE LA CGT ! LES COLLÈGUES INTERVIENDRONT COMME ILS INTERVIENNENT PARTOUT AILLEURS, AVEC LES MÊMES MISSIONS ET LA MÊME DEONTOLOGIE !

Rennes, le 22 janvier 2019

